

Préface

Les bouleversements qui affectent les pays arabes de la Méditerranée (PAM) sont profonds et appelés à durer. Ils ne sont pas sans rappeler l'explosion d'aspirations démocratiques qui a chamboulé la carte sociopolitique de ce qu'on a appelé les PECO (Pays d'Europe centrale et Orientale). À une différence près, dont on mesure maintenant toute l'ampleur : ces pays avaient une porte de sortie, celle de l'Union Européenne, soucieuse de stabiliser politiquement sa frontière orientale et de tirer pleinement parti du passage de ces pays à une économie de marché. Les pays arabes du bassin sud de la Méditerranée n'ont pas cette chance et sont condamnés à trouver des solutions reposant essentiellement, sinon exclusivement, sur la dynamique des forces endogènes. Il en résulte une transition fort ardue.

Fahmi Ben Abdelkader et Daniel Labaronne sont particulièrement bien placés pour analyser les processus, les blocages qui les affectent, et les perspectives qui restent ouvertes en fonction des forces à l'œuvre. Ils consacrent en effet depuis de nombreuses années leurs travaux à l'analyse des transitions ayant d'abord affecté les PECO et secouant maintenant les pays du sud méditerranéen, du Maroc à l'Égypte, sans oublier le drame syrien, initialement inscrit dans un processus semblable et qui a dérivé vers une guerre civile dont la menace ne peut être exclue pour les autres pays auxquels s'intéressent nos deux auteurs. La compétence et la réputation qu'ils ont acquises au cours de ces années de recherches se cristallisent aujourd'hui dans un ouvrage synthétique qui fournit des éclairages essentiels à la compréhension de mouvements dont l'onde de choc se diffusera encore sans doute pendant de nombreuses années, voire plusieurs décennies.

L'angle d'attaque de MM. Ben Abdelkader et Labaronne est celui de la gouvernance, entendue dans un sens large. Ou, plus exactement, décomposée en plusieurs couches, depuis le niveau global des modalités de relations entre États jusqu'au niveau microéconomique de la 'corporate governance', en passant par les 'systèmes nationaux de gouvernance'. Se référant aux travaux de G. Charreaux, nos auteurs insistent sur ce qui est transversal à cette polysémie, à savoir qu'il s'agit dans tous les cas de mécanismes institutionnels et organisationnels délimitant l'espace discrétionnaire des dirigeants. Mais, ils

vont plus loin et proposent une analyse approfondie du rôle structurant de la gouvernance eu égard aux comportements des agents d'une part, à la dynamique des systèmes d'autre part. Ils le font en se concentrant sur le niveau des « systèmes nationaux de gouvernance », examinés à la lumière de trois questions directrices : jusqu'à quel point tel ou tel système fournit-il les incitations adéquates à une allocation efficace des ressources ? Jusqu'à quel point y a-t-il mise en place de mécanismes restreignant l'abus de pouvoir ? Et jusqu'à quel point les dispositifs retenus permettent-ils un contrôle efficace de ces abus, entraînant donc des sanctions effectives ?

Compte tenu de l'ambiguïté qui entoure le concept de gouvernance, de sa polysémie, et de son importance dans la littérature actuelle comme dans le discours des décideurs, nos auteurs consacrent la première partie de leur ouvrage à cerner et épurer le concept, à délimiter ce qu'ils vont prendre en compte dans leur analyse des systèmes de gouvernance nationaux, distinguant les mécanismes qui limitent le pouvoir discrétionnaire des dirigeants tant dans la gouvernance politique (rôle du 'marché' politique et des contre-pouvoirs) que dans la gouvernance économique (rôle de la concurrence, de la contractualisation, et de la sanction qu'est la faillite). Cette mise en place a un objectif précis : dégager un modèle pour capter la transition bouleversant les systèmes nationaux de gouvernance, transition pensée comme passage d'un système institutionnel relationnel, dominé par des liens interpersonnels et la recherche de rentes, à un système institutionnel 'dépersonnalisé', où prévalent les règles impersonnelles et une formalisation de ces règles qui contraint fortement les comportements de rentiers. Leur grille de lecture s'inspire en partie de l'analyse développée récemment par North et ses co-auteurs, opposant les ordres sociaux d'accès limité aux ordres sociaux d'accès ouvert.

La proposition centrale qu'ils dégagent, et qui donne lieu à une seconde partie empirique très riche, constituant le cœur de cet ouvrage, est que 'l'ampleur des plages discrétionnaires' accordées à une élite bâtissant son pouvoir sur des relations interpersonnelles orientées vers la recherche ET la redistribution de rentes est la caractéristique centrale des pays arabes méditerranéens. Cette persistance d'un ordre social d'accès limité et des blocages institutionnels qui l'accompagnent démarque les PAM des PECO, et explique à la fois la stabilité relative dont ont bénéficié ces régimes (et pour certains cela continue), grâce à une politique de redistribution partielle des rentes, et l'effondrement de plusieurs d'entre eux lors du printemps arabe. En résumé : se sont effondrés les régimes où il y a eu accroissement accéléré de la prédation (capture de la rente au profit d'un clan de plus en plus restreint, d'où déstabilisation de la coalition au pouvoir et perte de l'appui des petits rentiers qui bénéficiaient jusque là de retombées de ces rentes) et accroissement simultané de la répression.

Un corollaire très important de cette analyse, qui aide à comprendre ce qui se passe dans les PAM, est que les réformes introduisant des institutions formelles apparemment orientées vers la mise en place d'une société d'accès plus ouvert

peuvent en réalité cacher des blocages en raison de la persistance sous jacente de règles informelles organisant la dominance perpétuée de relations interpersonnelles. Les privatisations fournissent un exemple parfait de ce risque de détournement : sous prétexte d'introduire les forces du marché pour réduire le pouvoir discrétionnaire des élites politiques, ces privatisations, souvent entreprises sous pressions internationales, peuvent renforcer ces élites, étendant leur pouvoir discrétionnaire par transfert d'un puissant levier économique.

Une autre dimension très intéressante de cet ouvrage vient de la comparaison entre cette transition des PAM et celle des PECO pendant la même période. Fins connaisseurs des deux régions, nos auteurs utilisent cette comparaison de façon très fine et astucieuse. S'appuyant sur une Analyse en Composantes Principales, ils font apparaître sans ambiguïté le retard des PAM au regard des PECO dans la 'dépersonnalisation' de leurs systèmes de gouvernance. On peut déceler deux éléments d'explication de ce décalage : l'un, endogène, tient à la composition respective des coalitions, qui restent plus soudées dans les PAM alors que l'effondrement du système soviétique 'brise' les coalitions dominantes dans les PECO ; l'autre, exogène, tient au rôle de l'Union Européenne à l'égard des PECO, auxquels elle impose des contraintes entraînant rapidement une forte réduction des règles informelles et des relations interpersonnelles comme facteurs structurants de la gouvernance, alors que l'UE maintient une politique fluctuante et ambiguë par rapport aux PAM (voir le très éclairant chapitre 8 de la deuxième partie à cet égard). On exprimera ici un regret : les auteurs privilégient nettement l'explication exogène, un peu au détriment de l'explication par le jeu des forces endogènes (par exemple le fait, dont ils prennent note mais sans trop développer, que les élites dirigeantes des PAM ont souvent su maintenir leur pouvoir par le biais d'une politique de redistribution de la rente, y compris en direction des couches populaires). Il y a sûrement là une piste pour des recherches futures que MM. Ben Abdelkader et Labaronne sont en mesure de mener.

Cette approche comparative, où les PECO fournissent une sorte de 'benchmark' de l'évolution possible d'institutions dominées par des règles informelles ou arbitraires vers des institutions formelles faisant prévaloir des règles 'dépersonnalisées' conduit assez naturellement à dire quelques mots de la méthode utilisée. Pour mesurer et comparer à la fois l'évolution et la distance institutionnelle des PAM par rapport aux PECO, nos deux auteurs s'appuient sur la base de données 'profils institutionnels', développées dans le cadre du Ministère Français de l'Economie et des Finances, et sur une méthode, l'Analyse en Composantes Principales.

Très conscients des difficultés que présente l'utilisation d'indicateurs institutionnels, MM. Ben Abdelkader et Labaronne procèdent à une discussion très fine des avantages et inconvénients de la base retenue et montrent de façon convaincante qu'elle est adaptée à leur projet, car non normative et couvrant un large champ de règles pour les pays concernés, tout en convergeant sur les

résultats essentiels avec les autres grandes bases disponibles (en particulier la base dite 'Kaufmann' de la Banque Mondiale et la base POLITY IV). De même, le recours à l'Analyse en Composantes Principales s'appuie sur une discussion fine de ses avantages et limites et sur une présentation très nuancée des résultats obtenus. Le chapitre 6 est riche d'enseignements à cet égard: il conduit à une typologie des 51 pays de l'échantillon, où les règles formelles apparaissent comme facteur discriminant dans le classement des pays. Mais, paradoxe qui reste en partie inexpliqué, les règles formelles des PAM ont évolué pour l'essentiel dans le sens attendu sans les résultats espérés, en raison du poids des règles informelles et des relations interpersonnelles. Le paradoxe reste à éclairer et s'enracine sans doute profondément dans les structures politiques et sociologiques des pays concernés (la référence à la pérennité des relations claniques fournit une piste intéressante en ce sens).

Cet ouvrage, dense et généreux, vient aussi nourrir et enrichir l'hypothèse innovante de North et consorts sur le rôle de la violence. Si une violence publique contenue est indispensable à l'ordre social (et pour nous, économistes, à l'organisation des transactions), dans un ordre social d'accès limité, où la recherche de rentes prime, cette violence et les institutions qui en permettent l'exercice tendent à devenir l'instrument central du maintien des privilèges d'une élite. À partir du moment où la violence de second type dérive vers toujours plus de prédation par une minorité de plus en plus restreinte et vers toujours plus de répression, l'explosion devient inévitable. Si tel est le cas pour les PAM, ce que cet ouvrage tend fortement à prouver, on comprend mieux comment l'irruption d'un désir démocratique ait pu conduire à une contre-violence qui rend la transition d'autant plus ardue.

L'analyse de MM. Ben Abdelkader et Labaronne, dans sa précision et sa richesse, apparaît ainsi comme un instrument essentiel pour comprendre ce qui se passe dans les pays arabes méditerranéens. Il paraît aussi au bon moment pour aider les femmes et les hommes de ces pays en ébullition à mieux comprendre et anticiper les fortes turbulences qui les attendent. Centré sur l'analyse de la transition des institutions, l'ouvrage appelle une suite logique en termes d'économie politique, où seraient mieux identifiées les composantes des coalitions en place, les tensions qui les agitent, et les perspectives que cela ouvre. Avec l'espoir, si présent parmi tant de jeunes des PAM, mais loin d'être partagé par toutes et tous, de faire basculer leurs sociétés dans un nouveau monde.

Claude MENARD

*Professeur de Sciences Economiques à l'Université de Paris (Panthéon-Sorbonne),
Membre fondateur et ex-président de l'International Society for New Institutional Economics*